

Vaccination contre le Covid : les professionnels de santé confrontés à un « déficit d'engouement »

Analyse

Alors que débute lundi 2 octobre une nouvelle campagne de vaccination contre le Covid, médecins, pharmaciens et sages-femmes doutent d'un afflux massif de candidats. La plupart d'entre eux blâment les changements successifs de stratégie des pouvoirs publics.

- **Jeanne Ferney,**
- le 02/10/2023 à 07:52
-

Sage-femme à Pithiviers (Loiret), Ambre Acoulon reçoit chaque jour des femmes enceintes, exposées au risque de faire une forme grave du Covid. Pourtant, depuis le début de l'année, une seule de ses patientes a souhaité se faire vacciner. Et ce n'est pas le lancement de la campagne le 2 octobre qui va changer les choses, d'après la soignante. « Les femmes qui attendent un enfant doivent déjà se faire vacciner contre la grippe et la coqueluche, elles ne veulent pas en rajouter. Et puis le vaccin leur fait souvent plus peur que le Covid lui-même... »

Trois ans et demi après le début de l'épidémie, les professionnels de santé se heurtent régulièrement à l'indifférence des Français vis-à-vis d'une potentielle contamination. D'où un intérêt limité pour la campagne qui débute. « Dans mon cabinet, la plupart des patients ne voient pas les bénéfices de la vaccination », déplore le docteur Jean-Marcel Mourgues, généraliste dans le Lot-et-Garonne et vice-président de l'Ordre des médecins.

Dans sa pharmacie de la région dijonnaise, Pierre-Olivier Variot, à la tête de l'Union des syndicats des pharmaciens d'officine (USPO), a inscrit une vingtaine de personnes sur liste d'attente. « Il ne va pas y avoir d'afflux massif. On ne donne pas à boire à un âne qui n'a pas soif », lance-t-il pour illustrer le manque d'enthousiasme général.

Appel à la « solidarité »

L'an dernier déjà, la campagne de rappel n'avait pas attiré les foules. Le 22 décembre 2022, deux mois après son lancement, seulement 19,3 % des 60-79 ans éligibles à une nouvelle dose avaient reçu leur injection ; chez les 80 ans et plus, ils étaient 21,1

%. La tendance peut-elle encore s'inverser ? « On peut toujours espérer un sursaut », veut croire le docteur Mourgues.

Si le vaccin a un intérêt au niveau individuel, en particulier pour les personnes âgées ou souffrant de maladie chronique, le médecin met l'accent sur le bénéfice collectif. « Entre le Covid, la grippe et la bronchiolite, l'activité hivernale risque d'être dense et de peser lourdement sur le système de santé, le tout dans un contexte de pénurie chronique de médicaments », s'inquiète le vice-président de l'Ordre des médecins, dont un communiqué publié mercredi 27 septembre appelle à la « solidarité » de chacun.

Une « bouteille à la mer », reconnaît volontiers le médecin, pour qui le « déficit d'engouement » pour cette dose de rappel découle de choix politiques. « En avril dernier, la représentation nationale votait l'abrogation de l'obligation vaccinale pour les soignants. Au même moment, 30 personnes mouraient chaque jour du Covid, et 2 000 personnes étaient hospitalisées. Quel message cela envoie-t-il à la population ? »

Des contradictions dommageables

Chef du service de prévention du CHU de Bordeaux, le professeur François Alla pointe lui aussi des contradictions dommageables. « Si cette campagne va très probablement dans le mur, c'est d'abord en raison d'un facteur psychosocial, analyse-t-il. Des études scientifiques très solides montrent que lorsqu'on tord le bras aux citoyens comme on l'a fait avec le passe sanitaire, on perd leur confiance. Sitôt qu'on relâche l'étreinte, ils rentrent dans des comportements d'évitement. »

Un rejet que les changements successifs de stratégie ont contribué à renforcer, selon ce spécialiste de santé publique. « Fin 2020, la Haute Autorité de santé recommandait de cibler les personnes âgées ou avec comorbidités. C'était logique, puisque la qualité principale des vaccins contre le Covid est de protéger des formes graves et non d'éviter la circulation du virus en population générale. Aujourd'hui, c'est de nouveau cette stratégie qui est appliquée, sauf qu'entre-temps on a brouillé le message en favorisant la vaccination en population générale au détriment de ceux qui en avaient le plus besoin. »

Lui comme le docteur Mourgues craignent désormais que la méfiance vis-à-vis de la parole publique finisse par rejaillir sur d'autres vaccinations essentielles. « Le risque, c'est que les gens se mettent aussi à rejeter le vaccin contre la grippe, à laquelle on a souvent comparé le Covid, souligne-t-il. Espérons qu'il n'y aura pas d'effet de ressac... »

Quels vaccins et pour qui ?

Cette nouvelle campagne va principalement s'appuyer sur le vaccin à ARN messenger de Pfizer-BioNTech, Comirnaty. Mis à jour au printemps, il cible Omicron et ses dérivés, notamment le variant XBB.1.5.

Pour les personnes réfractaires à la technologie de l'ARN messenger ou en cas de contre-indication, deux vaccins protéiques (la technique habituelle) pourront être administrés : le VidPrevtyn Beta de Sanofi et le Nuvaxovid de Novavax. Ce dernier ne devrait cependant arriver qu'en novembre.

La dose de rappel est recommandée aux personnes de 65 ans et plus, à celles atteintes de comorbidités (diabète, obésité, problèmes cardiaques...) ou immunodéprimées, ainsi qu'aux femmes enceintes et aux résidents d'Ehpad.

Les autorités recommandent d'attendre au moins six mois après une infection ou la précédente vaccination pour recevoir une nouvelle injection.